

La Serbie prise au piège, entre USA et Russie

La question serbe, que l'on croyait jetée aux oubliettes, est de nouveau d'actualité. En effet, depuis l'annonce faite par Vladimir Poutine le 14 janvier dernier de arrêter le projet South Stream, la Serbie, placée au cœur de l'échiquier balkanique, est devenue l'objet d'une confrontation quotidienne et parfois brutale entre les Etats-Unis et ses alliés de l'UE d'un côté, la Russie, et les puissances orientales de l'autre (Turquie, Chine). La Guerre froide, jamais véritablement éteinte, s'est en 2015 ravivée sur cette nouvelle ligne de fracture entre blocs économique-politiques ; la Serbie bien malgré elle redevient un enjeu majeur de cette confrontation tellurique.

I- Une pression des Etats-Unis et de ses alliés de plus en plus forte

Le système occidental resserre son étau sur Belgrade depuis le début d l'année. Alors que plus de 72 % de la population se prononce contre une éventuelle adhésion à l'OTAN, les Etats-Unis viennent de faire avaler au gouvernement dit nationaliste de Belgrade une bien amère pilule. Le 16 janvier 2015, la Serbie a signé avec l'OTAN, un Plan d'Action Individuel pour le partenariat (IPAP) ; après le Partenariat pour la paix signé dès 2006, l'IPA constitue l'antichambre de l'OTAN, soit la dernière étape avant l'adhésion définitive à l'OTAN. Depuis 2008, l'OTAN disposait de bureaux au sein même du Ministère de la Défense, en plein cœur de la ville. Mais l'IPAP contient aussi des clauses qui sonnet comme des xx bien amères pour qui connaît l'histoire récente de la Serbie. Elle stipule notamment l'utilisation « pleine et entière du territoire de la Serbie » pour des manœuvres, mais aussi prévoit la mise en place de bases militaires sur le sol même de la Serbie. Or rappelons nous que ce sont ces conditions, qui ont été considérées en Rambouillet en février 1999 inacceptables par le Président Slobodan Milosevic et qui ont entraîné la guerre de l'OTAN sur la Serbie de trois mois, qui s'est soldée par plus de 2700 morts, en majorité civils, en contradiction avec les règles d l'OTAN qui est intervenu hors de sa zone militaire et de l'ONU.

Le 18 mars dernier, Ivica Dacic et Bratislav Gasic ont visité le siège de l'OTAN à Bruxelles, concernant l'IPAP, mais également pour rencontrer le secrétaire général Jens Stoltenberg et assister à la réunion de l'alliance.

On comprend mieux maintenant pourquoi dès le 8 juin 1999 les troupes de l'OTAN intervinrent au Kosovo-Métochie, province méridionale de la Serbie. Depuis cette date, le Kosovo est découpé en cinq zones militaires tenues par des soldats de cinq puissances occidentales ; cela n'a empêché ni la purification ethnique à l'encontre des Serbes et des Roms, ni les traffics en tous genres. Le Kosovo était donc bien un laboratoire à la fois pour la

nation –building onusien, que pour l’instauration de bases militaires US. Autour de la plus grande base US en Europe de Bondsteel, désormais des bases pourront grâce à l’aval du Premier ministre retourné Vucic se déployer en Serbie même, renforçant un dispositif balkanique déjà pléthorique (4 bases en Roumanie, 2 en Bulgarie et 1 en Bosnie-Herzégovine).

Pour boire la coupe jusqu’à la lie, Vucic n’en est pas à une trahison près. Aleksandar Vucic s’est entretenu *récemment* avec son homologue américain, le Vice-Président Joe Biden, sur la livraison de gaz américain en Serbie. L’idée serait de xxxxx

Les Etats-Unis ne se contentent pas d’imposer un diktat militaire et politique rarement vu à un tel degré en Europe, ils utilisent un bras armé d’une redoutable efficacité, les Emirats Arabes unis. Dans cette sainte alliance contre l’Europe, les Etats-Unis et mes EAU maintiennent une pression sur la Serbie.

Pour la Présidente du parti démocratique de Serbie, Sanda Raskovic Ivic, les Emirats Arabes Unis auraient acheté des armes en Serbie pour le compte de l’armée Ukrainienne. L’expert, Aleksandar Rakic souligne qu’il est fréquent que les Emirats achètent des armes pour un pays tiers, notamment au Moyen-Orient, afin d’être plus discret que les controversées monarchies du golfe : le Qatar et l’Arabie Saoudite ; dans leurs soutiens aux islamistes en Syrie par exemple. Il est à noter qu’en février 2013, la Serbie a signé un important contrat d’armement avec les Emirats Arabes Unis, Belgrade semble devenir la nouvelle passion de cet émirat. Par ailleurs, on peut voir craindre le pire de cette « européanisation » forcée, notamment les conseils de Monsieur Blair, sachant que son cabinet de conseil est payé par les Emirats et qu’il a beaucoup de relations avec ces derniers.

L’actuel Premier ministre Aleksandar Vucic, auparavant nationaliste, vient de recruter comme consultant Tony Blair. Ce dernier va permettre une harmonisation des normes de la Serbie vers l’Union Européenne et les Etats-Unis, via Emirats Arabes Unis qui vont payer les frais de consultants. Le cabinet Tony Blair Associates (TBA) entretient des liens étroits avec cette monarchie du Golfe. TBA aidera le gouvernement serbe dans la mise en place des réformes d’austérités dans les secteurs dits prioritaires. Il est notamment là pour la mise en place des réformes qui aideront la Serbie à entrer dans l’UE – à savoir, les actuelles mesures d’austérités demandées aux grecs.

Le choix de Vucic est triste, notamment quand on sait ce qu’il pense de l’ancien Premier ministre anglais qu’il qualifiait d’ « *ennemi féroce* » en 1996, ou encore en 2005, il le dépeignait en « *petit gay anglais* ». Après avoir reçu les conseils du libéral Dominique Strauss-Kahn, un autre libéral va conseiller la Serbie, afin que celle-ci s’adapte aux standards européens, demandés par l’Union Européenne, ou plus exactement l’Allemagne. Ainsi, pour le professeur de géopolitique Viseslav Simic, « *la seule et logique conclusion possible est que le gouvernement est devenu un gouvernement de marionnettes* ». Le consultant politique John Bosnic ajoute, que c’est « *la dernière étape pour discréditer Aleksandar Vucic avant qu’il soit remplacé par une nouvelle marionnette* ».

Par ailleurs, les responsables de l'Union Européenne insistent toujours pour que la Serbie se joigne aux sanctions contre Moscou. L'UE essaye de lier ses sanctions à l'adhésion pour inciter Belgrade à les prendre. Pour le moment Aleksandar Vucic refuse de sanctionner la Russie, il est à noter que la population serbe est majoritairement russophile. Comme ces sanctions le sont pour la France, ces dernières seraient catastrophiques pour l'économie serbe.

II- La contre-attaque de la Russie

- Bataille du lait
- South stream
- Base de Nis
- 75 soldats de la « Garde nationale » vont pour la première fois de leur histoire parader sur la place Rouge aux côtés de l'armée russe pour la célébration des 70 ans de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie; après les sorties discrètes mais symboliques aux fêtes nationales lybienne en 2009 et française en 2014, cette participation de l'armée serbe aux cérémonies de la fin de la Seconde Guerre mondiale marquent non seulement un placement remarqué de la Serbie sur la scène internationale, mais aussi une orientation pro-russe profonde du président Nikolic. Ce dernier a érigé en grandes pompes à l'automne 2014 un monument au tsar de Russie Nicolas ; il a surtout le maître d'oeuvre de la grande parade en xxx2014 conjointe des armées russe et serbe, une première pour la Serbie depuis son indépendance de 2006, à l'image des parades militaires qui par deux fois avaient été organisées à Belgrade par les autorités yougoslaves du temps de l'URSS. Cette philorussie est marquée de la part des autorités de Belgrade : elle marque un tournant par rapport aux choix toujours pro-occidentaux des équipes au pouvoir après la chute de Milosevic, mais aussi un rapprochement très net entre Moscou et Belgrade, après plus de soixante ans de relations en dents de scie à cause des rapports toujours difficiles entre Tito et les dirigeants soviétiques.

On connaît dans ce registre l'appui diplomatique inconditionnel depuis 1999 de la Russie à la diplomatie serbe, notamment sur la question du Kosovo. En contrepartie, Belgrade a toujours été loyal, ce qui a été démontré ces derniers mois par les prises de position fréquentes du Premier ministre Vucic contre les sanctions à la Russie. Celles-ci ont permis à la Serbie de renforcer ses ventes agricoles à la Russie de façon substantielle – xxx en 2014- et en contrepartie à celle-ci de contourner l'embargo de l'UE. Mais cette dernière a engagé, en guise de châtement, une véritable bataille du lait. C'est ainsi que la Serbie est devenue ces deux dernières années une terre de prédilection pour le « land-grabbing », notamment dans la riche région agricole de Voïvodine au nord du Danube, là où des FTN de l'agro-business achètent à tour de bras terres et anciens combinats agricoles, transformant petit à petit la Serbie dont l'agriculture est la grande richesse en un pourvoyeur de matières premières mais aussi en un débouché pour les surplus de l'agriculture de l'UE. C'est ainsi que depuis quelques mois, pour pallier les déficits créés par les sanctions vs la Russie, Bruxelles fait pression pour déverser des tonnes de lait à bas coût en Bosnie-Herzégovine et en Serbie : sur ses marches de sa zone d'influence l'UE impose des conditions de faisabilité et d'ouverture des frontières douanières, alors que la Serbie n'en est qu'au 23^{ème} chapitre de ses négociations d'adhésion, qu'elle n'a jamais demandé à aucun pays !

De son côté Sergueï Lavrov a annoncé dans le magazine serbe Horizons le 28 janvier 2015 de manière claire : « *Nous invitons nos partenaires à Bruxelles à se comporter correctement et à ne pas lier les négociations sur l'adhésion à une rupture des liens organiques avec la Russie...En revanche, un dialogue fondé sur le respect mutuel et une coopération constructive entre toutes les parties intéressées, dont des contacts entre Moscou et Bruxelles, permettraient d'apaiser les tensions inutiles dans l'intérêt de tout le monde* ». Contrairement à l'hystérie européenne, la Russie ne s'oppose pas à une adhésion de la Serbie à l'Union, mais demande juste à cette dernière de ne pas la lier aux imbéciles sanctions contre la Russie. Bien entendu, pour les principaux médias français ou européens, la simple critique des sanctions contre la Russie, fait d'un pays ou d'une personnalité politique un « *agent du FSB* » (service secret russe).

Pour le Sénateur américain Chris Murphy, l'influence grandissante de la Russie en Serbie est une menace, « *la Russie marche sur la Serbie avec une plus grande influence que jamais...Nous avons besoin de ressources pour conduire une stratégie* » contre la Russie

En outre, cette « occidentalisation » de la politique étrangère de la Serbie se caractérise par la possible vente d'armes au gouvernement putschiste de Maïdan. Pour la Présidente du parti démocratique de Serbie, Sanda Raskovic Ivic, les Emirats Arabes Unis auraient acheté des armes en Serbie pour le compte de l'armée Ukrainienne. L'expert, Aleksandar Rakic souligne qu'il est fréquent que les Emirats achètent des armes pour un pays tiers, notamment au Moyen-Orient, afin d'être plus discret que les controversées monarchies du golfe : le Qatar et l'Arabie Saoudite ; dans leurs soutiens aux islamistes en Syrie par exemple. Il est à noter qu'en février 2013, la Serbie a signé un important contrat d'armement avec les Emirats Arabes Unis, Belgrade semble devenir la nouvelle passion de cet émirat. Par ailleurs, on peut voir craindre le pire de cette « européanisation » forcée, notamment les conseils de Monsieur Blair, sachant que son cabinet de conseil est payé par les Emirats et qu'il a beaucoup de relations avec ces derniers.

L'Union Européenne n'est pas une solution pour la Serbie, même si elle connaît une situation économique difficile. Contrairement à la propagande bruxelloise, l'Union n'est pas un eldorado, il suffit juste de citer la Grèce, le Portugal, l'Espagne et bientôt la France. Comme je l'avais indiqué dans une précédente tribune, la Serbie ne doit pas se soumettre au diktat de l'UE, car, toujours plus sera demandé, à commencer par la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. La ministre albanaise du Kosovo Edita Tahira, en charge du dialogue avec Belgrade, a rappelé que l'adhésion à la Serbie ne pouvait se faire sans la reconnaissance d'un Kosovo indépendant (ou albanais). Ces conditions sont notamment prévues par le chapitre 35 de la normalisation et de la politique de bon voisinage entre la Serbie et le Kosovo...

A trop jouer sur le principe de neutralité, les dirigeants de Belgrade ne font qu'accroître une position déjà fragile sur l'échiquier international. Par ailleurs, le mécontentement de la population pourrait, à ce jeu, déboucher sur une révolte d'ampleur inégalée ; touchée par une crise économique profonde et lassée d'être à la fois le paria et sur le bord de la route européenne, les Serbes pourraient laisser éclater leur colère. Les Deux Grands ne

le savent que trop bien, eux qui ont réussi jusque là à parfaitement profiter du vide béant laissé par m'UE pour imposer leur emprise sur les sphères économiques et politiques et désormais militaire de la pauvre Serbie.